



**mouvement  
écologique**

Luxembourg, le 14 juin 2016

Concerne : projet de programme de réduction des pesticides (PRP) – prise de position

Madame,  
Monsieur,

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs vient de présenter - avec quatre années de retard par rapport aux obligations de la directive européenne en la matière - le projet de «programme de réduction des pesticides» pour lequel une consultation publique est organisée jusqu'à fin juillet.

Le Mouvement Ecologique vient de prendre position sur ce projet en se basant notamment sur une analyse réalisée à sa demande par «Génération futures», une association française disposant d'une expertise en la matière. Vous trouverez les deux documents en annexe.

Tout en constatant que le projet de programme contient une série de déclarations d'intention louables, le Mouvement Ecologique se doit de demander une réécriture tenant compte notamment des griefs suivants :

1.

**Le projet en question ne correspond nullement aux exigences d'un plan d'action national**, comme l'exige la directive 2009/128/EG : absence de finalités chiffrées et fermes, d'instruments opérationnels, de responsabilités clairement définies et d'un timing précis.

2.

Le but avoué d'une réduction sensible de l'usage des pesticides respectivement une minimisation des risques entraînés par l'emploi de pesticides ne sera pas atteint par un seul ensemble de solutions techniques. Il faudra impérativement œuvrer dans la direction d'un **changement de paradigme** dans la démarche agricole: favoriser la rotation des cultures, les polycultures...et renforcer des régimes d'incitation, d'aide, de conseil et de recherche dans ce contexte.

3.

Il est aberrant que notre pays ne dispose pas de **statistiques complètes et validées sur la vente**

**respectivement l'importation de pesticides / de semences enrobées.** Le projet de programme de réduction ne fournit ni d'informations précises ni de timing en vue de combler cette lacune.

4.

Le projet de programme ne donne que des **indications très vagues sur la nature précise des produits phytopharmaceutiques dont l'usage est à réduire voire à proscrire.** Le Mouvement Ecologique estime qu'au-delà de l'approche «émissions de pesticides», il faudra davantage tenir compte également de l'aspect «immission» c.à.d. de l'impact (loading charge) sur l'environnement et la santé humaine, ceci par un programme de monitoring ambitieux.

Vu la situation actuelle des eaux, de la biodiversité et des risques pour la santé humaine, une **réduction de 50% de l'usage de pesticides endéans les dix années à venir** nous paraît impérative.

5.

**L'agriculture biologique** est certes mentionnée dans le projet de programme. Nous estimons toutefois qu'elle constitue un **pilier d'avenir d'une agriculture sans pesticides** et qu'il importe de renforcer davantage l'effort entrepris en vue d'accroître le nombre d'exploitations bio.

6.

Sur la base des «fermes de démonstration» en France, il serait indiqué de renforcer l'échange sur des expériences «**best practice**» en matière de réduction des pesticides.

7.

Lors de la discussion sur la réforme fiscale, le Mouvement Ecologique avait proposé l'introduction d'une taxe sur l'achat / la vente de pesticides, ceci à l'image de pays étrangers comme la France, la Suède et le Danemark.

**L'introduction d'une telle taxe constitue un facteur important notamment au niveau psychologique en vue d'un changement des mentalités.**

8.

Le Mouvement Ecologique s'engage d'autre part pour **l'interdiction de la vente des pesticides synthétiques aux particuliers** à court terme.

Au vu des déficits constatés, le Mouvement Ecologique estime qu'une réécriture du document devra être entreprise afin de mettre en œuvre un programme réaliste, mais ambitieux et répondant aux défis en matière agricole, environnementale et de protection du consommateur.

Nous vous remercions d'avance de votre intérêt et nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments très distingués.

Blanche Weber  
Présidente



Roger Dammé  
responsable du dossier

